

Présentation d'une première demande d'ordonnance familiale

Guide pratique sur le droit de la famille



photo: www.istockphoto.com



Sources d'information juridique (gouvernement du Yukon)

Centre d'information sur le droit de la famille

867-456-6721 ou, sans frais, 1-800-661-0408, poste 6721, www.yukonflic.ca

Greffe de la cour

867-667-5441 ou, sans frais, 1-800-661-0408, poste 5441

Bibliothèque de droit

867-667-3086 ou, sans frais, 1-800-661-0408, poste 3086

Programme d'exécution des ordonnances alimentaires (Ligne d'information)

867-667-5437 ou, sans frais, 1-800-661-0408, poste 5437, www.yukonmep.ca

Bureau du shérif

867-667-5365 ou, sans frais, 1-800-661-0408, poste 5365

Sources d'information juridique (organismes non gouvernementaux)

Ligne d'assistance juridique (Yukon Public Legal Education Association – YPLEA)

867-668-5297 ou, sans frais, 1-800-668-5297, www.yplea.com

Aide juridique (Yukon Legal Services Society – YLSS)

867-667-5210 ou, sans frais, 1-800-661-0408 poste 5210, www.legalaid.yk.ca

Service de référence aux avocats (Law Society of Yukon)

867-668-4231, www.lawsocietyyukon.com

Services de soutien à la famille

Many Rivers Counseling and Support Services

867-667-2970, appelez à frais virés de l'extérieur de Whitehorse, www.manyrivers.yk.ca

Centre des femmes Victoria-Faulkner

867-667-2693, www.vfwc.net

Section de la prévention de la violence familiale

867-667-3581 (sans frais 1-800-661-0408, poste 3581) www.justice.gov.yk.ca/prog/cor/vs

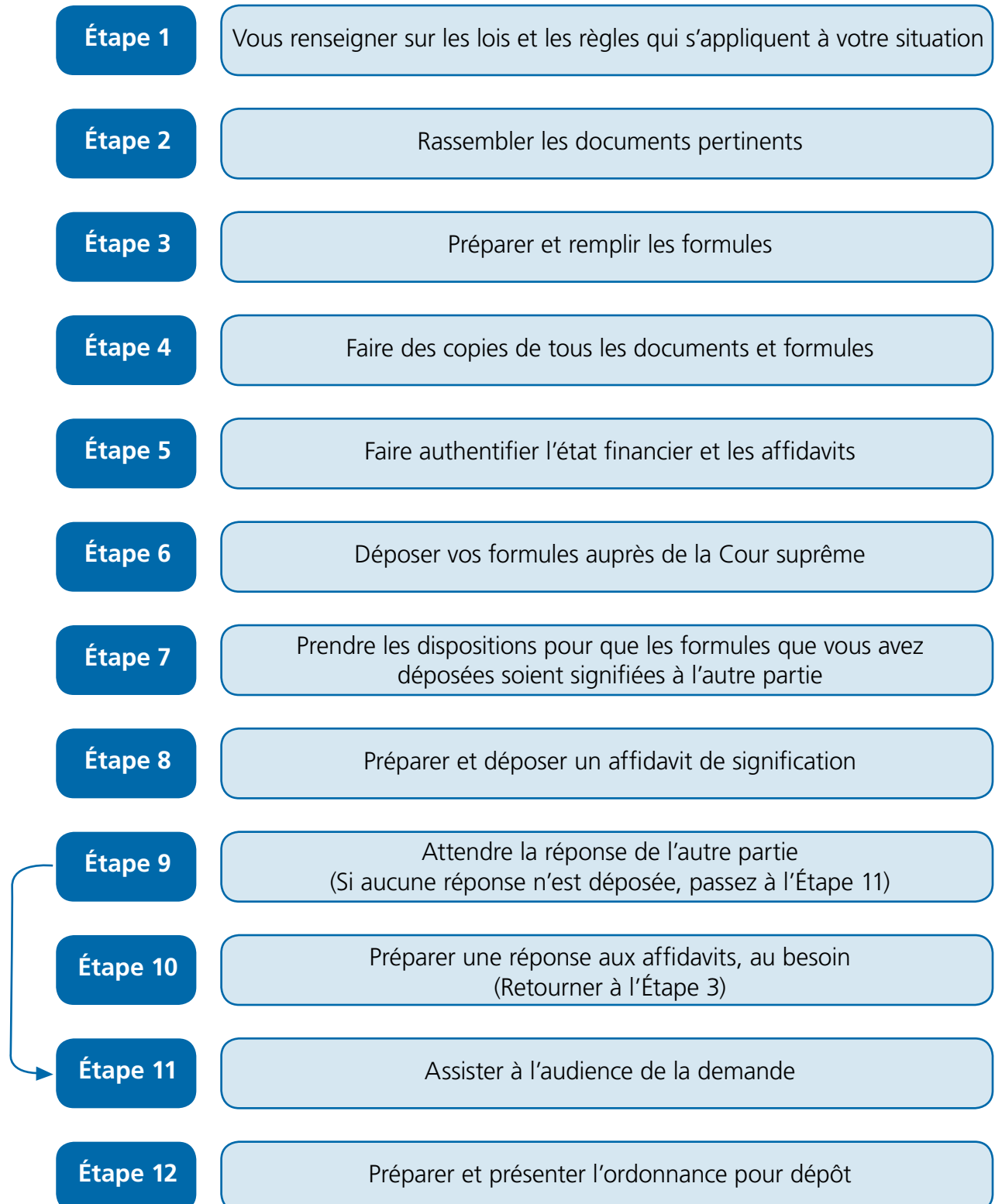
Jeunesse, j'écoute

1-800-668-6868

Nota : Certains services d'information juridique et de soutien à la famille sont offerts en anglais seulement

Présentation d'une première demande d'ordonnance familiale

Guide étape par étape



IMPORTANT!

Le présent guide a été produit par la Direction des services judiciaires du ministère de la Justice du Yukon, avec le soutien financier de Justice Canada. Il a été conçu pour servir de texte de référence seulement et ne doit pas être considéré comme une source exhaustive d'information juridique.

Les renseignements présentés ici ne sauraient remplacer les conseils d'un avocat* et ils ne peuvent couvrir toutes les questions auxquelles vous aimeriez trouver réponse. Même si vous décidez de vous représenter vous-même devant le tribunal, vous devriez consulter un avocat pour obtenir une interprétation de la loi qui s'applique à votre cas, ainsi que d'autres conseils juridiques.

Les renseignements contenus dans le présent livret sont considérés comme exacts à la date de publication (mars 2009).

Au moment de mettre sous presse, la *Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire* n'avait pas encore été mise à jour en vue d'inclure les unions entre personnes de même sexe. Toutefois, en 2004, la Cour suprême du Yukon a modifié la définition de mariage comme étant « l'union volontaire et pour la vie de deux personnes à l'exclusion de toute autre personne » (*Dunbar et Edge c. Yukon (gouvernement) et Canada (P.G.)* 2004 YKSC 54). Les termes « couples mariés » et « conjoints de fait » utilisés dans tous les guides de la présente série font référence à l'union de deux personnes de sexe opposé ou du même sexe.

En outre, la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, qui remplacera la *Loi sur l'enfance*, n'a pas encore été promulguée. Après sa proclamation, toutes les références à la *Loi sur l'enfance* dans le présent guide s'appliqueront à la nouvelle loi.

Présentation d'une première demande d'ordonnance familiale

Une ordonnance du tribunal est une décision rendue par un juge et les personnes visées doivent la respecter. Le présent guide décrit, étape par étape, ce qu'il faut faire pour présenter à la Cour suprême du Yukon une première demande d'ordonnance qui portera sur des questions régies par la *Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire*, la *Loi sur l'enfance* et la *Loi sur le divorce* (Canada), comme le divorce, les pensions alimentaires pour les enfants ou pour le conjoint, la garde d'enfants et les droits de visite.

Les étapes décrites dans ce guide pratique s'appliquent généralement aux situations où il y a mésentente entre les parties.

D'autres publications produites par la Direction des services judiciaires du ministère de la Justice du Yukon présentent de plus amples renseignements sur le droit de la famille et elles pourront vous aider à mieux comprendre les questions juridiques et les procédures judiciaires. Vous pourrez aussi trouver des renseignements supplémentaires et de la documentation sur le site Web du **Centre d'information sur le droit de la famille**, à l'adresse www.yukonflic.ca/fr.

* *Nota* : Toutes les expressions désignant les personnes visent à la fois les hommes et les femmes.

Renseignements de base pour présenter une première demande d'ordonnance familiale

Toute personne qui peut présenter une requête en vertu de la *Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire*, de la *Loi sur l'enfance* ou de la *Loi sur le divorce* (Canada) peut aussi présenter une demande d'ordonnance familiale. Les ordonnances familiales traitent de questions telles que le divorce, les pensions alimentaires pour les enfants ou pour le conjoint, la garde d'enfants, les droits de visite et la séparation des biens. Le juge rendra une décision à la lumière de l'information (la preuve) fournie par les deux parties et des lois qui s'appliquent à votre situation, ainsi que des Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants, le cas échéant.

Lorsque c'est possible, essayez de collaborer avec l'autre partie pour trouver un terrain d'entente avant de vous présenter devant le tribunal. Vous ne pourrez peut-être pas vous entendre sur chaque point, et vous pourrez quand même aller en cour pour demander à un juge de prendre une décision concernant les questions sur lesquelles vous ne vous entendez pas. Si vous pouvez régler autant de points que possible à l'extérieur du tribunal, vous avez plus de chances d'obtenir une ordonnance qui tiendra compte des intérêts véritables de votre famille et de sa nouvelle structure.

Si, à quelque étape que ce soit durant la procédure relative au droit de la famille, vous et l'autre partie arrivez à conclure une entente, vous pouvez demander une ordonnance par consentement. Vous trouverez des renseignements à ce sujet et la marche à suivre pour présenter une demande d'ordonnance par consentement dans le livret intitulé **Guide pratique sur le droit de la famille : ordonnance par consentement**.

Pensions alimentaires pour enfants

En vertu de la loi, les pensions alimentaires pour enfants, c'est un droit pour les enfants et une responsabilité pour les parents. Si des enfants sont en cause, il est important de bien comprendre la loi avant d'entamer une procédure. Les **Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants**, un règlement d'application de la *Loi sur le divorce*, sont entrées en vigueur en mai 1997. En avril 2000, le Yukon a adopté les **Lignes directrices du Yukon sur les pensions alimentaires pour enfants**, un règlement d'application de la *Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire*. C'est votre situation personnelle qui déterminera quelles lignes directrices seront applicables. Le juge consultera les lignes directrices fédérales ou territoriales pour guider sa décision concernant les pensions alimentaires pour enfants.

Exécution réciproque des ordonnances alimentaires

Si l'autre partie habite à l'extérieur du Yukon, vous pouvez présenter une demande d'**exécution réciproque des ordonnances alimentaires** pour traiter des questions relatives aux pensions alimentaires pour enfants seulement. L'exécution réciproque des pensions alimentaires permet à une personne qui vit au Yukon d'obtenir ou de faire modifier une ordonnance alimentaire

à l'endroit d'une personne qui réside à l'extérieur du territoire. Ce processus permet d'obtenir la délivrance d'une ordonnance alimentaire ou d'une ordonnance modificative par le tribunal compétent du lieu où réside l'autre personne sans qu'il soit nécessaire de présenter d'abord une demande à un tribunal yukonnais. Il faut noter que ce processus ne s'applique pas aux ordonnances alimentaires rendues en vertu de la *Loi sur le divorce* du Canada, ni aux cas où les deux parties habitent au Yukon. L'exécution réciproque des pensions alimentaires ne traite pas des questions liées à la garde des enfants, aux droits de visite ou à la perception des arriérés (les sommes dues en vertu d'une ordonnance, mais qui n'ont pas été payées).

Au Yukon, les demandes d'exécution réciproque des pensions alimentaires sont reçues et transmises par le Programme d'exécution des ordonnances alimentaires (PEOA). Pour en savoir plus, téléphonez à la ligne d'information du PEOA au 867-667-5437 ou, sans frais au Yukon, au 877-617-5347, ou visitez le site Web www.yukonmep.ca/fr.

Marche à suivre pour la présentation d'une première demande d'ordonnance familiale

Étape 1 : Vous renseigner sur les lois et les règles qui s'appliquent à votre situation

Avant de commencer, faites des recherches sur les lois et les règles qui s'appliquent à votre situation. Lisez les autres publications produites par la Direction des services judiciaires du ministère de la Justice qui visent votre situation concernant le droit de la famille, de même que la **Règle 63 – Divorce et droit de la famille** et la **Règle 63A – Instances en matière familiale – Divulgaration financière**, adoptées par la Cour suprême du Yukon. (Vous trouverez ces règles sur le site Web www.yukoncourts.ca/fr en suivant le lien « Cour suprême »). Vous pouvez aussi lire la *Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire*, la *Loi sur l'enfance* et la *Loi sur le divorce* (Canada). Vous devriez consulter un avocat pour obtenir une interprétation de la loi qui s'applique à votre cas, ainsi que d'autres conseils juridiques.

Téléphonez au **Centre d'information sur le droit de la famille**, au 867-456-6721 (sans frais, au 1-800-661-0408, poste 6721), ou visitez le site Web www.yukonflic.ca/fr pour obtenir des renseignements supplémentaires et de la documentation.

Les règles de droit sont différentes pour les conjoints mariés et ceux vivant en union de fait. Par exemple, un conjoint de fait qui veut recevoir une pension alimentaire doit présenter une demande dans les trois mois suivant la séparation. De plus, les règles relatives au partage des biens sont différentes pour les couples mariés et les conjoints de fait. Vous devez faire des recherches sur les lois qui s'appliquent à votre situation.

Étape 2 : Rassembler les documents pertinents

Si vous et l'autre partie étiez mariés, vous devrez déposer un certificat ou un acte d'enregistrement du mariage avec votre demande d'ordonnance.

Si vous devez présenter un État financier - Formule 94, vous devrez aussi fournir des documents à l'appui de l'information relative au revenu, aux dettes, aux dépenses spéciales et aux biens que vous déclarez.

Vous devrez aussi rassembler tous les autres documents que vous prévoyez présenter comme preuve.

Étape 3 : Préparer et remplir les formules

Pour présenter une première demande d'ordonnance familiale, vous devez remplir des formules contenant des renseignements précis concernant votre situation, qu'il faut ensuite déposer au greffe de la cour. Vous trouverez les formules de la Cour suprême (aussi en format Microsoft Word) à l'adresse www.yukoncourts.ca/fr en suivant le lien « Cour suprême », puis en cliquant sur l'onglet « Règles de procédure et formules du Yukon ». Le personnel du **Centre d'information sur le droit de la famille** peut vous aider à remplir les formules de la Cour suprême par téléphone ou, en personne, à l'un des postes de travail du Centre. Le personnel du Centre ne peut pas vous donner des conseils juridiques, ni vous dire ce que vous devez écrire sur vos formules, mais il peut vous donner des conseils quant aux règles à suivre pour remplir les formules et vous aider à utiliser Microsoft Word.

De nombreuses formules comprennent des directives qui sont intégrées dans le corps du texte. Vous ne devriez pas supprimer ces directives dans un document Word. Si vous choisissez de supprimer du texte qui ne s'applique pas à votre situation, ne changez pas l'ordre numérique ou alphabétique des autres paragraphes.

IMPORTANT! Lorsque vous préparez vos documents, rappelez-vous avant tout que les questions relatives au droit de la famille sont des problèmes d'adultes. Ne demandez pas à vos enfants de signer un affidavit ou d'examiner des documents de la Cour.

En règle générale, vous devrez remplir les formules suivantes lorsque vous présenterez une première demande d'ordonnance familiale :

- A) **Déclaration (Droit de la famille) - Formule 91**
- B) **Avis de requête - Formule 52**
- C) **Avis d'audience - Formule 103**
- D) **Affidavit - Formule 59**
- E) **Affidavit visant l'obtention d'une pension alimentaire pour enfants - Formule 98**
(si vous demandez une pension alimentaire pour enfants)
- F) **État financier - Formule 94** (si la règle 63A l'exige)
- G) **Avis de dépôt d'un état financier - Formule 95** (si la règle 63A l'exige)
- H) **Entente relative au revenu annuel et au montant de la pension alimentaire pour enfants - Formule 96** (le cas échéant)

Marche à suivre pour remplir les formules :

A) Déclaration (Droit de la famille) - Formule 91

Il faut déposer cette formule pour faire ouvrir un dossier. La formule contiendra des renseignements de base sur vous-même, l'autre partie et les enfants (s'il y a des enfants en cause). Vous devez utiliser cette formule pour présenter une demande de divorce, de garde, de droits de visite ou de pension alimentaire pour les enfants, de pension alimentaire pour le conjoint, de partage des biens familiaux ou d'une autre forme de réparation.

B) Avis de requête - Formule 52

Cette formule indique quelles sont les ordonnances que vous demandez à la cour et sur quelles lois vous fondez votre requête (lois et règlements); elle énonce aussi les affidavits qui y seront joints. Utilisez cette formule pour demander au juge de délivrer une ordonnance provisoire (temporaire).

Le tableau suivant vous aidera à trouver les lois qui s'appliquent à votre situation.

Situation	LOIS		
	<i>Loi sur le divorce (Canada)</i>	<i>Loi sur le patrimoine familial et l'obligation alimentaire (Yukon)</i>	<i>Loi sur l'enfance (Yukon)</i>
Divorce			
Personne mariée sans enfants	divorce, pension alimentaire pour conjoint	biens familiaux	
Personne mariée avec enfants	divorce, pensions alimentaires pour conjoint et enfants, garde, droits de visite	biens familiaux	tutelle
Séparation			
Personne mariée sans enfants		biens familiaux, pension alimentaire pour conjoint	
Personne mariée avec enfants		biens familiaux, pensions alimentaires pour conjoint et enfants	garde, droits de visite, tutelle
Conjoint de fait sans enfants		pension alimentaire pour conjoint	
Conjoint de fait avec enfants		pensions alimentaires pour conjoint et enfants	garde, droits de visite, tutelle

C) Avis d'audience - Formule 103

Cette formule informe l'autre partie de la date et de l'heure de l'audience devant le tribunal. Téléphonnez au greffier de la Cour suprême, au 867-667-5937 (sans frais, au 1-800-661-0408, poste 5937), ou au **Centre d'information sur le droit de la famille**, au 867-456-6721 (sans frais, au 1-800-661-0408, poste 6721) pour obtenir une date d'audience que vous indiquerez sur la formule. Si possible, confirmez que l'autre partie sera disponible à cette date.

D) Affidavit - Formule 59

L'affidavit est le document qui contient toute l'information que vous voulez communiquer au juge. Le dépôt d'un affidavit est une façon de soumettre une preuve écrite au tribunal. Vous pouvez déposer des affidavits supplémentaires en tout temps durant la procédure, du moment que l'autre partie a reçu un avis dans un délai raisonnable avant la tenue de l'audience. Le dépôt de l'affidavit et de toutes les preuves doit être fait sous serment (voir l'**Étape 5 : Faire authentifier l'état financier et les affidavits**). Ne signez pas votre document avant de prêter serment devant un notaire public ou une autre personne qualifiée!

L'affidavit est un document très important parce qu'il contient la majorité de vos éléments de preuve. Des règles spéciales s'appliquent à la préparation d'un affidavit. Le ministère de la Justice a préparé un feuillet d'information intitulé **La préparation d'un affidavit (Droit de la famille)** pour vous aider à remplir la formule 59 – Affidavit.

E) Affidavit visant l'obtention d'une pension alimentaire pour enfants - Formule 98 (si des enfants sont en cause)

Si des enfants sont en cause, cette formule présente les renseignements que vous voulez transmettre au juge en ce qui concerne les pensions alimentaires pour enfants seulement. Le dépôt de l'affidavit et de toutes les preuves doit être fait sous serment (voir l'**Étape 5 : Faire authentifier l'état financier et les affidavits**). Ne signez pas votre document avant de prêter serment devant un notaire public ou une autre personne qualifiée!

AVIS IMPORTANT : Assurez-vous que la preuve est complète, exacte, claire et pertinente à votre requête. Vous devez, dans tous les cas, dire la vérité. Vous ne devez inclure dans votre affidavit que des choses que vous savez personnellement être vraies ou que des choses que vous croyez être vraies (mais vous devez indiquer les raisons de votre conviction). Le fait de ne pas dire la vérité dans une déclaration assermentée peut entraîner des conséquences juridiques très graves. L'autre partie ou son avocat peuvent vous faire subir un contre-interrogatoire sur tout ce que vous avez indiqué dans votre affidavit.

Si vous avez plus d'une pièce justificative (preuve) à joindre à un affidavit, vous devez placer des onglets numérotés de façon consécutive sur la première page de chaque pièce. De plus, si une pièce justificative comprend plusieurs pages, il faut les numéroter consécutivement. Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, voir la **Règle 49 : Affidavits**.

F) État financier - Formule 94 (si la règle 63A l'exige)

Cette formule est utilisée pour déclarer le revenu, les dettes, les dépenses spéciales et les biens aux fins du calcul des pensions alimentaires pour enfants ou pour conjoint et de la répartition des biens familiaux. Vous trouverez de plus amples renseignements sur les règles de procédure relatives à la divulgation de renseignements financiers à la Règle 63A. Selon votre situation, vous pourriez ou non être tenu de remplir cette formule. Toutefois, un juge peut exiger que vous déposiez la formule même si vous n'y êtes pas obligé en vertu de la règle 63A. La formule

contient des directives très précises sur la façon de la remplir. Ne remplissez que les sections qui s'appliquent à votre situation. Le dépôt de l'état financier et des pièces justificatives doit être fait sous serment (voir l'**Étape 5 : Faire authentifier l'état financier et les affidavits**). Ne signez pas votre document avant de prêter serment devant un notaire public ou une autre personne qualifiée!

Toutes les pages des pièces justificatives que vous déposez avec l'état financier doivent être numérotées de façon consécutive et jointes à la formule.

G) Avis de dépôt d'un état financier - Formule 95 (si la règle 63A l'exige)

Si, en vertu de la règle 63A, vous avez le droit de recevoir un État financier - Formule 94 de l'autre partie, vous devez remplir et faire signifier un Avis de dépôt d'un état financier - Formule 95 avec votre demande.

H) Entente relative au revenu annuel et au montant de la pension alimentaire pour enfants - Formule 96 (le cas échéant)

Si les deux parties s'entendent sur le revenu du payeur et le montant de la pension alimentaire, vous pouvez remplir et déposer cette formule. Cependant, si le montant convenu entre les parties est inférieur au montant établi dans les Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants, le juge pourra ordonner qu'un montant différent soit payé.

Étape 4 : Faire des copies de tous les documents et formules

Vous devrez faire photocopier vos formules en quatre séries. La série de documents originaux que vous déposez auprès du greffier restera toujours dans le dossier de la cour et les trois autres séries vous seront retournées. Gardez-en une pour vos propres dossiers, signifiez ou faites signifier une série à l'autre partie et joignez la dernière à l'affidavit de signification.

Étape 5 : Faire authentifier l'état financier et les affidavits

Le dépôt de l'État financier - Formule 94 et de tous les affidavits doit être fait sous serment. Apportez toutes les copies de vos documents et une preuve d'identité quand vous irez prêter serment devant un notaire public ou une autre personne autorisée à recevoir les serments, par exemple un avocat, un juge de paix ou un commissaire à l'assermentation. Certains employés du gouvernement sont des notaires publics, y compris des membres du personnel du bureau du shérif et du Centre d'information sur le droit de la famille.

Étape 6 : Déposer vos formules auprès de la Cour suprême

Lorsque vous aurez déposé vos formules, par la poste ou en personne, auprès du greffe de la cour, le greffier de la Cour suprême examinera vos documents avant de les accepter. Il vérifiera si vous avez bien respecté les règles de procédure, mais il ne fournira pas de conseils ni de commentaires quant au contenu des documents. Quand le greffier accepte les formules, un dossier est ouvert et un numéro de dossier est attribué à votre demande. Ce numéro sera inscrit sur toutes vos formules, dans le coin supérieur droit à côté de « C.S. n° ». Ce sera votre numéro de référence pendant toute la procédure et il doit être inscrit sur toutes les autres formules que vous pourriez déposer plus tard. Le greffier apposera une estampille portant la date du dépôt sur toutes vos formules.

En règle générale, des frais s'appliquent lorsque vous déposez vos formules auprès du greffe de la cour. Vous trouverez la liste des droits à verser sur le site www.yukoncourts.ca/fr, en cliquant sur le lien « Cour suprême », puis sur l'onglet « Règles de procédure et formules du Yukon » (à gauche) et finalement sur le lien « Appendice C ». Vous pouvez aussi téléphoner au Centre d'information sur le droit de la famille, au 867-456-6721 ou, sans frais, au 1-800-661-0408, poste 6721, pour vous renseigner sur les droits à verser. Si vous transmettez vos formules par la poste, vous devez y joindre les droits de dépôt des documents, sinon les formules vous seront retournées. Le greffe de la cour accepte les paiements en argent comptant, par chèque ou par carte de débit, ou encore par carte VISA ou MasterCard si vous venez payer en personne au bureau de Whitehorse.

Si vous demandez le divorce, vous devrez, en plus de payer les droits de dépôt des documents, fournir un mandat-poste séparé de 10 \$, payable au receveur général du Canada, pour inscrire votre demande en divorce au Bureau d'enregistrement des actions en divorce à Ottawa. Le Bureau d'enregistrement des actions en divorce délivrera un certificat de mise à jour si aucune autre demande en divorce n'a été enregistrée au Canada à l'égard de votre mariage.

Étape 7 : Prendre les dispositions pour que les formules que vous avez déposées soient signifiées à l'autre partie

Selon la Règle 63, la Déclaration (Droit de la famille) doit être signifiée par quelqu'un d'autre que le demandeur.

Quand vous déposez des documents ou des formules auprès du greffe de la cour, vous devez toujours aussi transmettre une copie à l'autre partie. Le bureau du shérif (867-667-5451 ou, sans frais, 1-800-661-0408, poste 5451) peut vous fournir une liste d'huissiers (personnes effectuant la signification) ou il se peut qu'il puisse livrer les documents pour vous. Des frais sont généralement associés à ce service.

Étape 8 : Préparer et déposer un affidavit de signification

La personne qui signifie vos documents doit signer et déclarer sous serment un **Affidavit de signification - Formule 7** qui sera déposé auprès de la cour. Selon la personne que vous choisissez comme huissier pour livrer vos documents, il se peut que vous deviez préparer l'affidavit de signification pour cette personne. Une fois l'affidavit rempli, il faudra y joindre une copie de tous les documents signifiés. Le dépôt de l'affidavit de signification doit être fait sous serment, tout comme le dépôt des autres affidavits et de l'état financier (voir **Étape 5**). Assurez-vous de faire une copie de l'affidavit de signification avant de le déposer auprès de la cour. Vous n'avez pas à remettre une copie de l'affidavit de signification à l'autre partie.

Il est important de déposer l'affidavit de signification au greffe avant la date d'audience, de sorte que si l'autre partie ne se présente pas à la date fixée, le juge a une preuve que cette personne en avait été informée.

Étape 9 : Attendre une réponse de l'autre partie

L'autre partie peut contester votre **Déclaration (Droit de la famille) - Formule 91** et votre **Avis de requête - Formule 52** (soit s'opposer ou faire ce qu'on appelle une demande reconventionnelle) en déposant des formules de réponse. Le temps dont dispose l'autre partie pour présenter sa réponse est indiqué dans les formules « Déclaration » et « Avis de requête » que vous avez remplies. Consultez les directives concernant les délais pour savoir combien de temps il faut prévoir pour recevoir une réponse.

Si aucun acte de comparution, défense ou demande reconventionnelle (droit de la famille) n'est déposé, la procédure relative au droit de la famille se déroule à titre d'instance non contestée. Si aucune réponse n'est déposée, passez à l'Étape 11.

Étape 10 : Préparer une réponse aux affidavits

Après que vous avez reçu les formules de réponse de l'autre partie, vous pouvez, s'il y a d'autres renseignements que vous aimeriez transmettre à la cour, déposer votre propre **Réponse - Formule 11** accompagnée d'un **Affidavit - Formule 59**. Après avoir rempli vos formules de réponse et l'affidavit, vous devrez répéter les étapes 3 à 8.

Il faut que vos documents de réponse soient signifiés à l'autre partie. Cependant, il est fortement recommandé qu'une autre personne le fasse à votre place, même quand vous n'y êtes pas obligé. Si vous signifiez les documents vous-même, vous courez un plus grand risque d'entrer en conflit avec l'autre partie.

Il ne faut pas oublier que le juge rendra sa décision en fonction des preuves présentées. Présenter une réponse à des documents déposés à la cour est une façon de soumettre des renseignements supplémentaires à titre de preuve, et non un moyen « d'argumenter » avec l'autre partie.

L'autre partie peut, à son tour, répondre à votre réponse. Ce processus peut être répété.

Étape 11 : Assister à l'audience de la demande

Apportez tous vos dossiers et pièces justificatives, de même qu'un stylo et du papier. Sauf si le juge le demande expressément, n'amenez pas vos enfants à la cour.

Le bureau des Services judiciaires a publié le guide *Comment se représenter soi-même devant le tribunal au Yukon* pour vous aider à vous préparer à l'audience. Vous pouvez en obtenir un exemplaire au greffe de la cour ou télécharger le document à partir de la page des Services judiciaires, sur le site Web de Justice Yukon, à l'adresse www.justice.gov.yk.ca/fr.

Le jour de l'audience, consultez la liste des procès pour trouver le numéro de votre salle d'audience. La liste est affichée dans l'atrium de l'Édifice de droit, sur la 2^e Avenue à Whitehorse, juste à l'extérieur du bureau des Services judiciaires. Si vous ne savez pas au juste où aller, demandez au personnel au comptoir des services de la Cour suprême de confirmer le numéro de votre salle d'audience.

Votre nom sera inscrit sur la liste. On appellera votre nom quand viendra le temps d'entendre votre demande. Assurez-vous d'être présent dès la première heure indiquée sur la liste. Même si votre nom figure plus loin sur la liste, il se peut que vous soyez appelé plus tôt si les audiences qui précèdent la vôtre se déroulent rapidement ou sont annulées.

On vous demandera de présenter votre cas au juge. Les seuls points dont vous pouvez discuter en cour sont ceux mentionnés dans vos affidavits ou dans les affidavits de l'autre partie. Soyez prêt à répondre aux questions du juge et à celles de l'autre partie ou de son avocat.

Le juge rendra une décision qui sera fondée sur les preuves fournies par les deux parties et sur les lois qui s'appliquent à votre situation, y compris les Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants s'il y a des enfants en cause.

Étape 12 : Préparer et présenter l'ordonnance pour dépôt

Après que le juge a rendu sa décision, vous devez, à titre de demandeur/plaignant, préparer une **Ordonnance - Formule 44**, sauf si le juge ordonne à quelqu'un d'autre de le faire (ex. l'avocat de l'autre partie). Pour ce faire, vous pouvez passer en revue vos notes ou celles de la personne qui vous accompagnait en cour, ou encore acheter une copie des notes prises par le greffier du greffe de la cour.

En plus des éléments énoncés par le juge qui s'appliquent à votre cas particulier, l'ordonnance, si elle prévoit le versement d'une pension alimentaire pour enfants, devra inclure les données suivantes, en vertu des Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants :

- le nom des personnes versant et recevant la pension alimentaire;
- le nom et la date de naissance des enfants visés par l'ordonnance;
- les revenus pris en compte pour déterminer le montant de la pension alimentaire;
- le montant déterminé dans les Lignes directrices pour le nombre d'enfants visés par l'ordonnance;
- le montant déterminé dans les Lignes directrices à l'égard d'un enfant majeur;
- le détail des dépenses, le nom de l'enfant auquel les dépenses se rapportent et leur montant, ou, si le montant ne peut être déterminé, la proportion à payer;
- la date à laquelle le versement unique ou le premier paiement de la pension est payable et le jour du mois, ou de toute autre période, où les paiements subséquents doivent être faits.

Si les deux parties étaient présentes à l'audience, toutes deux doivent signer l'ordonnance, à moins que le juge n'exempte l'une ou l'autre des parties. La signature de l'ordonnance ne signifie pas que les parties marquent leur accord. Elle signifie seulement que les deux parties conviennent que le contenu du document tel que vous l'avez écrit correspond essentiellement à ce que le juge a dit en cour. Pour en savoir plus à ce sujet, consultez la **règle 43 : Ordonnances**.

Finalement, apportez le document original et deux copies de l'ordonnance pour le dépôt auprès du greffe de la cour. Si l'ordonnance est déposée tout de suite, on vous remettra les copies, mais l'original restera toujours au dossier. Toutefois, il se peut que le greffier demande que des modifications soient faites au projet d'ordonnance avant que le document puisse être déposé. Dans ce cas, vous devrez apporter les changements et soumettre une nouvelle ordonnance originale signée, accompagnée de nouvelles copies.

Si le juge l'exige, vous devrez faire signifier une copie de l'ordonnance déposée à l'autre partie. Toutefois, le plus souvent, l'autre partie peut obtenir sa propre copie de l'ordonnance auprès du greffe de la cour.

Autres étapes

Si votre cas porte sur une demande de garde d'enfants, de droit de visite ou de pension alimentaire, la cour exige que les deux parties participent à un atelier sur le rôle parental intitulé *For the Sake of the Children/Pour l'amour des enfants*. (Voir la **directive de pratique 37 : Rôle parental après la séparation ou le divorce**) depuis la page Web des tribunaux du Yukon à l'adresse www.yukoncourts.ca/fr en cliquant sur le lien « Cour suprême », puis sur le lien « Directives de pratique » à gauche.) Cette exigence ne s'applique pas dans les cas suivants : les parents résident à plus de 30 km d'une collectivité où sont offerts les ateliers, les parties en cause ont déposé une entente écrite qui règle tous les différends, ou tous les enfants sont âgés de 16 ans ou plus. Pour obtenir de plus amples renseignements ou vous inscrire aux ateliers, communiquez avec le **Centre d'information sur le droit de la famille**.

Dans toutes les nouvelles affaires de droit de la famille, la cour exige aussi la tenue d'une « conférence de gestion d'instance en matière familiale » avec un juge, et ce, dans les 60 jours à compter du dépôt d'une déclaration, exception faite de quelques cas qui en sont dispensés. (Voir la **règle 63**, depuis la page Web des tribunaux du Yukon à l'adresse www.yukoncourts.ca/fr en cliquant sur le lien « Cour suprême », puis sur l'onglet « Règles de procédure et formules du Yukon » à gauche). Si une telle conférence n'est pas tenue dans le délai prescrit, la demande pourrait être rayée de la liste des instances judiciaires à être entendues ou reportée à plus tard par le juge. Téléphonnez au coordonnateur des procès, au 867-667-3442 ou, sans frais, au 1-800-661-0408, poste 3442, pour fixer une date de conférence de gestion d'instance en matière familiale. Si vous habitez à l'extérieur de Whitehorse, vous pouvez demander à participer à la conférence par téléphone ou vidéoconférence.

Si vous et l'autre partie arrivez à conclure une entente durant la conférence de gestion d'instance en matière familiale, vous pouvez préparer et déposer une **Ordonnance consécutive à une conférence de gestion d'instance en matière familiale – Formule 109**.

Demande de divorce

Les étapes énumérées dans le présent guide vous aideront à présenter une première demande d'ordonnance familiale. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le divorce, consultez le **Guide pratique sur le droit de la famille : *Demande de divorce***.

© 2009 Gouvernement du Yukon

ISBN 1-55362-429-7

Pour obtenir de plus amples renseignements ou des exemplaires de ces publications,
veuillez communiquer avec :

Gouvernement du Yukon, Ministère de la Justice

Services judiciaires

Édifice de droit Andrew-A.-Philipsen

2^e Avenue (entre les rues Wood et Jarvis)

C.P. 2703, Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6

www.justice.gov.yk.ca

Financement octroyé par Justice Canada